

Chrétiennement correct : Philippe Bas, ministre des occasions ratées ?

Article rédigé par *Tugdual Derville**, le 17 novembre 2006

Le plan gouvernemental "Petite Enfance" présenté mardi 7 novembre, c'est lui. La nouvelle carte Familles nombreuses lancée en juin 2006, c'était déjà lui. Le plan canicule pour les personnes âgées lors de l'alerte de l'été dernier, c'était encore lui.

Symbole ou coïncidence, c'est la maison de retraite dénommée La sainte Famille que Philippe Bas choisissait de visiter le 26 juillet, à Clermont-Ferrand. Le ministre délégué à la Sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille fait feu de tous bois. Dès le lancement du livre-brulot *On tue les vieux* (Fayard) il monte au créneau pour annoncer son intention d'aggraver les sanctions en cas de maltraitance dans les établissements de personnes âgées, tout en estimant qu'il y a beaucoup d'excès dans le diagnostic des auteurs.

Les mauvaises langues prétendent que l'explosion médiatique du jeune ministre – il a été nommé le 2 juin 2005 – est à rapprocher de son projet de parachutage aux prochaines législatives rendu public en octobre : à 48 ans, Philippe Bas s'apprête à briguer un poste opportunément laissé vacant par le député sortant UMP de la deuxième circonscription de la Manche. Ce sera son premier saut dans le bain électoral. Comme son mentor et prédécesseur au secrétariat général de l'Elysée, Dominique de Villepin, Philippe Bas est entré au gouvernement par la porte de la haute administration. Et grâce à la confiance de Jacques Chirac.

Mais il n'est pas tombé de la dernière pluie : avant de devenir ministre, l'ancien élève de l'ENA passé au Conseil d'État a été collaborateur de Simone Veil et de Philippe Douste-Blazy, respectivement ministres des Affaires sociales et de la Santé, puis directeur de cabinet de Jacques Barrot, ministre du Travail, avant d'intégrer la garde rapprochée du président Chirac pendant sa cohabitation avec Lionel Jospin. Des postes où il a fait apprécier ses qualités d'écoute et de négociateur. D'ailleurs, son entrée au gouvernement fut saluée avec une rare unanimité par les associations familiales, de personnes âgées et de personnes handicapées.

S'exprimant au Congrès de l'UNAF, il encense son président à coup de cher Hubert et confie savoir d'expérience qu'à l'arrivée du troisième enfant [...] les dépenses explosent. Il est aussi à l'aise au Congrès de l'UNAPEI dont il dit partager l'impatience à voir la cause des personnes handicapées progresser.

Quand le site internet CapGéris (portail de services aux personnes âgées) lui demande son pire souvenir en tant que ministre, il sait répondre la détresse d'une mère face à son enfant autiste. Son meilleur souvenir ? Le sourire d'un malade d'Alzheimer dans l'échange de nos deux regards.

Mais Philippe Bas n'en reste pas aux belles paroles. Aux deux extrêmes de la vie, il décline son ambition. Pour améliorer la qualité de vie des personnes âgées son projet de réforme de 83 000 lits de soins de longue durée doit s'achever cette année. L'annonce phare de son plan "Petite Enfance" est la création de 40.000 places supplémentaires de crèche afin que dans cinq ans, il y ait une solution de garde pour chaque enfant de moins de trois ans dans notre pays. Certains jugent un tantinet collectivistes ces orientations, mais le ministre propose aussi d'assouplir le congé maternité afin de permettre aux femmes qui le désirent – et pour lesquelles ce ne serait pas médicalement contre-indiqué – de reporter une partie du congé précédant l'accouchement pour éviter une reprise trop rapide du travail préjudiciable à la relation mère-enfant.

On attribue ce bons sens de Philippe Bas à sa sensibilité démocrate chrétienne. Elle expliquerait tout autant sa chaleur relationnelle et sa générosité dont témoignent ses amis... que sa tiédeur de conviction, voire sa frilosité, qui déçoit de la part d'un chrétien, dès lors qu'on avance sur des sujets plus délicats ou moins consensuels.

S'il manifeste une grande compassion pour tous ces enfants qui souffrent en secret et dont le nombre ne cesse de croître, en appelant de ses vœux ce qu'il nomme la bientraitance, il n'a pas pour le moment relevé la promesse faite par Jacques Barrot en 2002 d'engager une vraie lutte contre la pornographie à la télévision (et pas seulement Internet) : les experts ont pourtant montré que c'est par le petit écran que des millions d'enfants et d'adolescents en sont gravement perturbés chaque année.

Et quand Philippe Bas est invité sur Radio Notre-Dame, le 7 novembre, il refuse de contester l'agrément du

lobby de l'euthanasie à l'hôpital ou les dérives du Téléthon. Interrogé sur l'avortement, il reprend même la dialectique éculée du Planning familial des années 70, semblant ignorer ce qui se passe aujourd'hui pour les femmes...

Mais un homme politique a-t-il encore le droit de voir et dire la vérité sur ces sujets s'il veut survivre dans sa caste ? À chaque gentil ministre catholique, tant d'occasions ratées!

*Tugdual Derville est délégué général de l' Alliance pour les droits de la vie.

À paraître dans la prochaine édition de France catholique, 17 novembre 2007. © Illustration : Chaunu

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage